



AG2R LA MONDIALE

LE DOSSIER D'ENTRÉE EN RELATION

PERSONNE PHYSIQUE

Ce dossier sert à la collecte d'éléments permettant à votre interlocuteur commercial et à La Mondiale Partenaire d'avoir une bonne compréhension de votre situation personnelle, familiale, patrimoniale et financière qui peut évoluer dans le temps. Votre coopération est essentielle et nous vous en remercions par avance.

Ces informations permettent de vous identifier et de mieux vous connaître.
Elles s'inscrivent dans le cadre :

- de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.
Elles permettent la réalisation des diligences relatives à l'identification et à la connaissance de la clientèle énoncées notamment à l'article L.561-5 et L.561-6 du Code monétaire et financier. La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme est l'affaire de tous,
- de l'obligation de transmettre des informations relatives à des personnes américaines (statut de « US Person ») à l'administration fiscale en application de l'accord intergouvernemental signé le 14 novembre 2013 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »).

Ce document dûment renseigné et signé, accompagné des pièces justificatives demandées, devront être joints à chaque bulletin de souscription/d'adhésion qui nous sera transmis.

ACTIVITÉ DE LA PERSONNE PHYSIQUE CONTRACTANTE

Pour un enfant mineur, activité du/des représentants légaux

| Catégorie | Précisions |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Dirigeant de Société | <input type="checkbox"/> Secteur public <input type="checkbox"/> Secteur privé |
| <input type="checkbox"/> Fonctionnaire | Fonction : |
| <input type="checkbox"/> Mandat Public | Nature de l'activité du contractant ou de l'entreprise qu'il dirige : |
| <input type="checkbox"/> Profession Libérale/Indépendant | ..... |
| <input type="checkbox"/> Salarié Cadre | Exercée depuis : |
| <input type="checkbox"/> Salarié Non Cadre | Pays : |
| | Employeur (nom) : |
| | Code NAF* : N° de SIREN* : |
| | <i>* Réservé à la catégorie Dirigeant de Société, Profession Libérale / Indépendant</i> |
| <input type="checkbox"/> Retraité | Dernière activité professionnelle exercée : |
| <input type="checkbox"/> Inactif | Fonction et nom de l'employeur de la dernière activité : |
| <input type="checkbox"/> Tutelle/Curatelle | ..... |
| <input type="checkbox"/> Autres | Secteur d'activité : |
| depuis le [] / [] / [] | Sources de revenus actuels : |

PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

(Cf. Définition en annexe 2.1 avant de compléter ce paragraphe)

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

Non Oui - Fonction exercée :

Dans quel pays ? Depuis : [] / [] / [] Jusqu'à : [] / [] / []

Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle ou a-t-elle exercé au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

Non Oui - Fonction exercée :

Dans quel pays ? Depuis : [] / [] / [] Jusqu'à : [] / [] / []

Liens avec cette personne :

Si vous avez répondu « oui » à au moins une de ces questions, un justificatif d'origine des fonds vous sera demandé dès le 1^{er} euro.

DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE AMÉRICAINE (« US PERSON ») DU CONTRACTANT

(Cf Définition en annexe 2.2 avant de répondre à la question)

Les questions suivantes permettent de déterminer si vous avez ou non le statut de personne américaine.

| | Non | Oui | Formulaire à fournir dûment rempli et signé | Statut |
|--|--------------------------|--------------------------|---|--|
| Êtes-vous citoyen des États-Unis d'Amérique ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Si « Oui » fournir le W-9 | US Person |
| Êtes-vous résident fiscal des États-Unis d'Amérique ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | |
| Possédez-vous un numéro d'immatriculation fiscal des États-Unis d'Amérique (TIN) alors même que vous n'êtes plus résident fiscal des États-Unis d'Amérique ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Si « Oui » fournir le W-8BEN | - Non US Person si remise du W-8BEN - US Person si non remise du W-8BEN |

Si les formulaires ne nous sont pas remis ou si nous découvrons un « indice d'américanité » (par exemple lieu de naissance ou adresse aux États-Unis d'Amérique...), nous vous demanderons un complément d'informations ou de justificatifs. Si vous ne nous répondez pas, nous serons dans l'obligation de déclarer votre/vos contrat(s) aux autorités fiscales.

ORIGINE DES FONDS AFFECTÉS À L'OPÉRATION - A compléter dès le 1^{er} euro versé

| Nature | Désignation | Date | Montant |
|---|---|-------|---------|
| <input type="checkbox"/> Revenus | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Patrimoine : | | | |
| <input type="checkbox"/> Héritage | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Dons | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Épargne | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Cession(s) d'actifs professionnels | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Cession(s) mobilière(s) | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Cession(s) immobilière(s) | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Gains au jeu | ..... | ..... | .....€ |
| <input type="checkbox"/> Autres (À préciser) | ..... | ..... | .....€ |
| | | TOTAL |€ |
| | (y compris le montant annualisé des versements programmés le cas échéant) | |€ |

Vous trouverez en annexe 1.5 la liste des justificatifs à joindre OBLIGATOIREMENT selon l'origine des fonds affectés à l'opération

- Si l'origine des fonds est « Revenus », transmettre un justificatif si le montant atteint 100 % du maximum de la tranche de revenu déclarée (ou du revenu réel communiqué) dans les « **données financières et patrimoniales de votre foyer** » précédemment,
- Si l'origine des fonds est « Patrimoine », transmettre un justificatif si le montant atteint 50 % du maximum de la tranche de patrimoine déclarée (ou du patrimoine réel communiqué) dans les « **données financières et patrimoniales de votre foyer** » précédemment,
- Dès le 1^{er} euro versé :
 - pour tout versement en provenance d'un compte domicilié à l'étranger (hors territoire français et Outre-mer),
 - en cas de réponse positive à une question du paragraphe « Personne Politiquement Exposée » ci-dessus,
 - pour les origines des fonds « **gains au jeu** » et « **autres** »,
 - en cas de tiers payeur.

L'assureur se réserve la possibilité de demander toute pièce complémentaire jugée utile à la vérification de l'origine des fonds lors de l'opération ou ultérieurement.

SIGNATURE(S)**LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

Le contractant déclare être pleinement informé que les entreprises d'assurance et les intermédiaires d'assurance sont assujettis aux obligations légales et réglementaires de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en application de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier et à ce titre, sont tenus de recueillir les informations demandées dans le présent document.

Le contractant autorise l'intermédiaire d'assurance à communiquer à l'assureur, en application des articles L.561-7 et L.561-8 du Code monétaire et financier, toutes les informations pertinentes pour l'exercice des diligences énoncées à l'article L.561-6 du Code monétaire et financier.

Lors d'un changement de situation (adresse, patrimoine, profession...), le contractant s'engage à en informer l'assureur et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.

OBLIGATION DÉCLARATIVE DANS LE CADRE DE L'ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL SIGNÉ ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE LE 14 NOVEMBRE 2013.

Le contractant déclare être pleinement informé que les entreprises d'assurance sont tenues de transmettre des informations relatives aux personnes américaines (statut de « US Person ») à l'administration fiscale.

Le contractant certifie l'exactitude des réponses apportées au paragraphe DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE PHYSIQUE AMÉRICAINE (« US PERSON ») et certifie être :

« Non US Person »

« US Person »

Le contractant fournit les documents nécessaires et son numéro d'identification fiscale ("Taxpayer Identification Number" ou TIN) s'il en possède un :

Sans réponse de sa part, l'assureur sera dans l'obligation de déclarer son(s) contrat(s) aux autorités fiscales.

Si le statut du contractant venait à changer, il s'engage à en informer l'assureur et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.

Fait à le

Signature du conseiller (code + cachet)

Signature(s) (précédée(s) de la mention "lu et approuvé")
Contractant Co-contractant

Informatique et Libertés : La collecte des données personnelles du contractant est effectuée par l'assureur dans le cadre d'un traitement relatif à la gestion administrative de son dossier. Ces informations sont nécessaires au traitement de son dossier notamment dans le cadre de l'application des dispositions des articles L561-2 et suivants du Code monétaire et financier relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. A défaut, la demande de souscription/d'adhésion ou de versement ne pourra pas être prise en compte. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée, le contractant bénéficie d'un droit d'accès, d'interrogation, de rectification et d'opposition sur les données qui le concernent, sur simple courrier adressé à AG2R LA MONDIALE, Direction des Risques - Conformité & Déontologie, 104-110 Bd Haussmann, 75379 PARIS Cedex 08. Pour les traitements mis en oeuvre aux seules fins de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le droit d'accès du contractant aux données s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 8 rue Vivienne, CS 30223, 75083 PARIS Cedex 02.

1/ Pièce d'identité en cours de validité

- Carte d'identité (recto-verso) Passeport (2 pages) Titre de séjour ou de résident (recto-verso)

A défaut d'une pièce d'identité en cours de validité, joindre une copie du permis de conduire et la copie de la pièce d'identité expirée.

2/ Justificatif de domicile de moins de trois mois

- Facture d'électricité, gaz, eau ou téléphone (fixe, portable) Quittance de loyer
 Attestation de propriété Taxe foncière ou d'habitation Attestation d'assurance du domicile

Si vous êtes hébergé(e) par un tiers : attestation d'hébergement signée par le logeur, photocopie d'un justificatif de domicile de moins de trois mois au nom du logeur et photocopie d'une pièce d'identité du logeur.

3/ Justificatifs pour pouvoir bénéficier de la non-application des prélèvements sociaux lors de l'inscription au(x) contrat(s) des produits attachés aux droits exprimés en euros, si vous êtes non-résident fiscal français,

- Un justificatif de domicile (quittance de loyer, de charges, ...) ou certificat de résidence délivré par les autorités communales ou de police.
 Une attestation de l'Inspecteur des impôts du domicile du contractant ou tout document de nature fiscale prouvant que le contractant acquitte bien ses impôts dans son pays de résidence.
 Attestation sur l'honneur dûment complétée et signée.

4/ Justificatifs selon tiers payeurs

- Si vous avez coché « banque », joindre un avis d'opération faisant apparaître les références et le titulaire du compte débité.
 Si vous avez coché « autre personne morale », joindre un KBIS de moins de 3 mois, les derniers statuts, la pièce d'identité du dirigeant, ou pour les associations, une copie de déclaration en préfecture, les statuts et le PV de l'assemblée générale validant le versement.

5/ Justificatifs à joindre selon l'origine des fonds affectés à l'opération

Le justificatif doit également permettre d'établir l'emploi des fonds sur les 12 derniers mois.

- Si l'origine des fonds est « revenus », transmettre un justificatif si le montant atteint 100 % du maximum de la tranche de revenu déclarée (ou du revenu réel communiqué) dans les « données financières et patrimoniales de votre foyer » précédemment,
- Si l'origine des fonds est « patrimoine », transmettre un justificatif si le montant atteint 50 % du maximum de la tranche de patrimoine déclarée (ou du patrimoine réel communiqué) dans les « données financières et patrimoniales de votre foyer » précédemment,
- Dès le 1^{er} euro versé :

- pour tout versement en provenance d'un compte domicilié à l'étranger (hors territoire français et Outre-mer),
- en cas de réponse positive à une question du paragraphe « Personne Politiquement Exposée » ci-dessus,
- pour les origines des fonds « gains au jeu » et « autres »,
- en cas de tiers payeur.

| | |
|--|--|
| Revenus | <input type="checkbox"/> Bulletin de salaire ou Solde de tout compte ou <input type="checkbox"/> Justificatif de prime ou bonus ou <input type="checkbox"/> Justificatif de vente d'actions issues de stock options ou <input type="checkbox"/> pour les revenus fonciers, les justificatifs appropriés (reprenant l'objet, la date et le montant) |
| Indemnités diverses | <input type="checkbox"/> Justificatif de règlement de la prestation ou de l'indemnité |
| Contrat d'assurance / Épargne / cession mobilière / Compte à terme ou livret | <input type="checkbox"/> Avenant de rachat du contrat d'assurance ou <input type="checkbox"/> Relevé de portefeuille faisant apparaître la sortie des fonds (si les sommes sont placées sur le portefeuille depuis moins de 12 mois, transmettre un justificatif permettant d'établir l'origine antérieure des fonds) ou <input type="checkbox"/> Relevé de compte à terme ou d'épargne avant et après la sortie des fonds (si les sommes sont déposées sur le compte depuis moins de 12 mois, transmettre un justificatif permettant d'établir l'origine antérieure des fonds) ou <input type="checkbox"/> Excédent sur compte bancaire, transmettre une attestation du banquier précisant la nature des fonds ainsi constitués et la durée de détention |
| Compte courant d'associés | <input type="checkbox"/> Attestation de l'expert-comptable |
| Donation | <input type="checkbox"/> Acte de donation notarié ou <input type="checkbox"/> Déclaration 2735 de don manuel visée par les services fiscaux |
| Succession | <input type="checkbox"/> Acte notarié ou <input type="checkbox"/> En l'absence de notaire, copie de la déclaration de succession visée par les services fiscaux |
| Cession d'entreprise | <input type="checkbox"/> Acte de vente (reprenant la date et le montant de la vente) signé par l'ensemble des parties ou <input type="checkbox"/> Attestation notariée / attestation d'avocat conseil (reprenant la date et le montant de la vente) |
| Vente de biens immobiliers | <input type="checkbox"/> Attestation notariée (reprenant la date et le montant de la vente revenant au client si plusieurs vendeurs) |
| Gains au jeu | <input type="checkbox"/> Copie du chèque de la Française des jeux/PMU ou <input type="checkbox"/> Justificatif de l'organisme de paiement |
| Autres | <input type="checkbox"/> Justificatifs appropriés (reprenant l'objet, la date et le montant) |

Cette liste de pièces n'est pas exhaustive et l'assureur se réserve la possibilité de demander toute pièce complémentaire jugée utile à la vérification de l'origine des fonds lors de l'opération ou ultérieurement. Pour les documents en langue étrangère, une traduction officielle devra être communiquée.

1. DÉFINITION DES PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

Sont considérés comme des P.P.E. :

Les contractants qui résident dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou un pays tiers et qui exercent ou ont cessé d'exercer depuis moins d'un an, l'une des fonctions suivantes :

1. Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission Européenne ;
2. Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen ;
3. Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
4. Membre d'une cour des comptes ;
5. Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
6. Ambassadeur, chargé d'affaires, consul général et consul de carrière ;
7. Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
8. Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
9. Dirigeant d'une institution internationale publique créée par un traité.

Y compris les membres directs de leur famille

1. Le conjoint ou le concubin notoire ;
2. Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
3. En ligne directe, les ascendants, descendants et alliés, au premier degré, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère.

Ou les personnes connues pour leur être étroitement associées

1. Toute personne physique identifiée comme étant le bénéficiaire effectif d'une personne morale conjointement avec ce client ;
2. Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec ce client.

2. DÉFINITION DE RÉSIDENT FISCAL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Vous êtes considéré comme résident fiscal par l'administration américaine si vous remplissez l'une des conditions suivantes :

1. Vous êtes détenteur de la carte verte, sauf si votre statut légal de résident permanent vous a été retiré ou si vous y avez renoncé judiciairement ou administrativement.
2. Vous avez résidé aux États-Unis d'Amérique au moins 183 jours durant la dernière année civile.
3. Vous avez résidé aux États-Unis d'Amérique plus de 30 jours durant la dernière année civile et au moins 183 jours durant cette même année et les deux années précédentes. La formule à utiliser pour cette détermination prend en compte la totalité des jours pour la dernière année (100%) un tiers (1/3) des jours pour l'année précédente et un sixième (1/6) pour la seconde.
4. Vous avez choisi le statut fiscal de résident ou vous êtes marié à un résident fiscal et désirez faire une déclaration commune.

Échappent au critère des 183 jours de présence et donc n'acquièrent pas le statut fiscal de résident :

- les membres du corps diplomatique ou ceux détachés auprès des organisations étrangères,
- les enseignants et stagiaires,
- les étudiants,
- les athlètes professionnels temporairement aux États-Unis d'Amérique pour participer à une compétition internationale pour le compte d'une organisation caritative.

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des États-Unis d'Amérique qui peuvent évoluer, veuillez vous reporter au site de l'autorité américaine dénommée Internal Revenue Service (IRS) :

<http://www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Substantial-Presence-Test>

